



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 55 – 16 DÉCEMBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITÉ REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITÉS
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ÉNERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

MAURICE :
INAUGURATION
DE LA PREMIÈRE
FERME ÉOLIENNE
INSTALLÉE PAR LE
GROUPE
FRANÇAIS
QUADRAN

AFRIQUE :
LES TÉLÉCOMS SOUS
SURVEILLANCE

NIGERIA :
VERS UNE NOUVELLE
AUGMENTATION DU
PRIX DE L'ESSENCE ?

ETHIOPIE :
PLUS DE 700 M EUR
DE NOUVEAUX
INVESTISSEMENTS AU
1^{ER} TRIMESTRE
2016/2017

MALI : FINANCEMENT
DU VOLET REINSERTION
DU PROGRAMME DDR
(DESARMEMENT,
DEMOBILISATION ET
REINSERTION)

NIGER :
LA BAFD INVESTIT 65
M EUR DANS
L'ÉLECTRIFICATION

CÔTE D'IVOIRE :
CONSTRUCTION D'UN
TERMINAL GAZIER

GUINÉE :
COLAS RETENU DANS
UN APPEL D'OFFRES
DANS LE SECTEUR DU
BTP MINIER

KENYA :
NOUVEAU RECORD EN
MATIÈRE DE
GÉNÉRATION
D'ÉLECTRICITÉ



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique : les télécoms sous surveillance

Depuis quatre ou cinq ans, les pouvoirs publics africains n'hésitent plus à sanctionner les opérateurs de télécoms lorsqu'ils ne respectent pas leur cahier des charges. En 2014, le régulateur ivoirien avait condamné tous les acteurs du marché à des pénalités pour un total de 1,22 Md F CFA (4,57 M EUR). Fin 2015 au Nigeria, c'est pour n'avoir pas désactivé 5,1 millions de cartes SIM dont les propriétaires n'étaient pas identifiés que MTN s'est vu infliger une amende record de 5,2 Mds USD (4,71 Mrds EUR) – ramenée à 1,7 Md USD par un accord conclu en juin 2016. Mais, la plupart du temps, les autorités réprimandent plutôt des défauts dans la qualité du service.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Automobile : l'allemand MAN à l'offensive en Afrique

Le constructeur de poids lourds et motoriste allemand MAN (filiale de Volkswagen) va inaugurer dans les prochains mois deux nouveaux centres de distribution et de réparation, le premier en Mauritanie, avec la Société mauritanienne d'automobile et d'équipement, et le second au Togo, avec Van Vliet Trucks Holland BV. MAN a également finalisé un nouveau contrat au Sénégal, où l'accord le liant avec Senegal Motors SA a pris fin en 2015. Le nouveau partenaire est VAS África, société située aux Canaries et détenue par le groupe familial Domingo Alonso. Les activités du groupe allemand couvrent 25 pays africains.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Contentieux : les États africains face aux multinationales

Les conflits entre les États et les grands groupes internationaux se multiplient ces derniers mois. Malmenés par la crise des matières premières, de nombreux pays tentent de défendre leurs intérêts comme le Nigeria, qui a annoncé aux majors pétrolières présentes dans le pays – Chevron, ExxonMobil, Shell, Total et ENI – qu'elles lui doivent 12,7 Mds USD pour sous-déclaration des volumes de pétrole à l'exportation. De même, au Mali, une bataille fiscale et judiciaire fait rage entre Bamako et le minier Randgold. Le pays avait été condamné à rembourser à Randgold 17 Mds FCFA (25,9 M EUR) de trop-perçu d'impôts sur les bénéfices, mais le gouvernement réclame 42 Mds FCFA au minier, liés aux exercices antécédents, et a fermé ses bureaux dans la capitale.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Pays de la SACU : Publication des règles de gestion des quotas dans le cadre de l'APE

Le service des douanes sud-africaines a publié les règles concernant la gestion des quotas prévus dans le cadre de l'Accord de Partenariat Economique pour les exportations de l'Union Européenne vers les pays de la SACU : Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland. Le texte précise la ventilation des quotas alloués entre les différents pays au sein de la SACU. Les points 3.4 à 3.10 précisent les conditions d'obtention des quotas qui se feront sur la base du « premier arrivé, premier servi » (3.6). Les demandes d'allocation doivent suivre la procédure prévue à la section 49 du code des douanes.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : très faible progression du PIB au T3 2016

Les données préliminaires de la croissance au 3^{ème} trimestre 2016 font état d'une progression très faible du PIB de +0,2 %. En glissement annuel, la croissance s'établit à +0,7 % au T3, comme au T2, après -0,1 % au T1. La croissance a été tirée par le secteur minier (+5,1 %), les administrations (+1,8 %) et les services financiers (+1,2 %). Quatre secteurs se sont contractés : l'agriculture (-0,3 %), le secteur manufacturier (-3,2 %), électricité, gaz et eau (-2,9 %) et commerce (-2,1 %). Le recul de l'investissement (-1 % après -6,8 % au T2) se poursuit de manière inquiétante pour le 4^{ème} trimestre consécutif, reflet probable de l'incertitude politique et des faibles perspectives économiques à court terme.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : maintien de la notation souveraine en devises par Standard & Poor's mais dégradation de celle en monnaie locale

Le 2 décembre, l'agence de notation Standard & Poor's a maintenu sa notation de la dette souveraine en devises à BBB- (un cran au-dessus de la catégorie spéculative ; perspective négative) mais a dégradé celle en monnaie locale d'un cran à BBB (elle n'est plus qu'à deux crans au-dessus de la catégorie spéculative ; perspective négative). Ainsi, si la dette souveraine sud-africaine conserve son statut investissement, les agences ont tout de même envoyé aux autorités un signal fort quant à la hausse de la dette publique dans un contexte de croissance économique faible.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : le Conseil des ministres approuve le projet de budget 2017

Pour 2017, le projet de budget prévoit un déficit de 86 Mds MZN (11 % du PIB et environ un tiers des dépenses). 272 Mds MZN de dépenses seraient engagées dont 57,5 % (soit 156 Mds MZN) correspondant aux dépenses de fonctionnement, 29,5 % (soit 80 Mds) aux dépenses d'investissement et 13 % (35 Mds) aux opérations financières. L'élaboration du budget a cette année été effectuée dans des conditions difficiles en raison de la suspension de l'aide budgétaire internationale (correspondant à 10 % des dépenses en 2016) et du gel du programme du FMI.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : mise sous perspective négative de la notation souveraine

Le 2 décembre, l'agence de notation Moody's a maintenu sa notation souveraine à BAA3 mais l'a assortie d'une perspective négative. En effet, l'agence déplore un effort de consolidation budgétaire moins rapide qu'anticipé et une augmentation rapide de la dette publique (attendue à 45 % du PIB en 2016/17 soit une hausse de 20 points par rapport à 2013/14 ; dont près de la moitié est libellée en devises).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : vers une nouvelle augmentation du prix de l'essence ?

En mai 2016, les autorités avaient augmenté le prix administré de l'essence, en le plafonnant à 145 NGN/l, soit une hausse de 66 %, une augmentation qui s'avère insuffisante notamment suite aux dernières évolutions du cours du baril (désormais à 53 USD) et du taux de change. Les importateurs – ou du moins la NNPC – subiraient de ce fait d'importantes pertes, le coût d'importation d'un litre d'essence étant désormais supérieur au prix de vente. Deux options s'offrent au gouvernement pour éviter le retour des pénuries : soit rétablir les subventions aux carburants, soit libéraliser le prix des carburants, un choix politique difficile à assumer.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : perspectives positives selon Standard & Poor's (S&P)

S&P a confirmé sa note de long terme B- de la dette souveraine du Burkina Faso. Selon l'agence, les élections présidentielles pacifiques organisées en novembre 2015 ont débouché sur une période de relative stabilité politique. L'activité économique devrait s'accélérer avec l'augmentation de la production minière (or) et de l'investissement (public et privé) sur la période 2016-2019. La croissance du PIB est attendue à 6,4 % par an en moyenne sur cette période. Le déficit budgétaire serait contenu sous la barre des 3 % du PIB. S&P s'inquiète néanmoins de la situation intérieure qui reste fragile, du fait de la persistance d'importants risques sociaux (chômage élevé) et sécuritaires.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : le FMI projette une croissance de 3,2 % en 2016

A la suite de sa dernière mission en octobre, le FMI estime que le pays devrait connaître une croissance de 3,2 % en 2016, après 1,5 % en 2015. Cette évolution est soutenue par le tourisme et les investissements directs étrangers, ainsi que par la légère reprise de la demande intérieure et de l'activité économique en Europe. Le Fonds prévoit un taux de 3,7 % en 2017 et de 4,1 % en 2018. Le déficit budgétaire a atteint 4,1 % du PIB en 2015 contre 7,5 % en 2014, grâce à une meilleure performance fiscale. L'inflation reste stable. Le besoin de financement brut du pays est passé de 10,6 % en 2014 à 8,3 % du PIB en 2015, du fait de la volonté du gouvernement de ralentir l'accumulation de la dette publique (125,8 % du PIB fin 2015).

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Fitch maintient la note du pays à B+

L'agence de notation financière Fitch justifie cette note par les bonnes performances économiques enregistrées par le pays depuis la fin de la crise en 2011, avec un taux de croissance moyen d'environ 9 % entre 2012 et 2016. L'agence souligne également la maîtrise de l'inflation et des finances publiques, même si le déficit budgétaire devrait se creuser en 2016 pour atteindre 4 % du PIB. Pour l'avenir, Fitch reste optimiste. Malgré son inquiétude concernant la baisse continue des prix du cacao enregistrée ces derniers mois, elle estime qu'un investissement public soutenu et une bonne orientation des secteurs des mines et de l'agroalimentaire devraient permettre de maintenir la croissance autour de 7 % à court et moyen terme.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : vers la mise en place effective du compte unique du Trésor**

Le ministre nigérien des Finances et le directeur national de la Banque centrale (BCEAO) ont signé une convention fixant les modalités de fonctionnement et de tenue du compte unique du Trésor. Cette réforme permettra de faciliter la gestion de la trésorerie, en passant d'un système avec plus d'une centaine de comptes dans diverses banques à un compte unique. Elle vise à assurer une meilleure traçabilité des flux financiers de l'Etat.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Ethiopie : baisse de la croissance à 8 % sur l'année budgétaire 2015/2016 selon les autorités**

Selon les autorités éthiopiennes, le pays a enregistré une croissance de 8 % sur l'année budgétaire 2015/2016, en baisse par rapport aux 10,2 % enregistrés en 2014/2015. La Commission de planification a indiqué que le pays n'avait pas atteint l'objectif fixé de 11 % en raison de l'épisode de sécheresse qui avait affecté le secteur agricole. Cette estimation reste toutefois supérieure à celle du FMI, qui a récemment évalué la croissance éthiopienne à 6,5 % sur la période considérée.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : plus de 700 M EUR de nouveaux investissements au 1^{er} trimestre 2016/2017**

L'*Ethiopian Investment Commission* (EIC) a annoncé que 72 projets d'investissement d'un montant total estimé à 701,5 M EUR (6,75 Mds ETB) étaient entrés en phase de réalisation au cours du 1^{er} trimestre de l'année budgétaire 2016/2017, dans les secteurs agricole, manufacturier et des services. Ces projets devraient permettre la création de 16 000 opportunités d'emplois. Parmi ces 72 projets, 42 investissements représentant 68,7 M EUR (1,64 Md ETB) et 3 972 nouveaux emplois auraient d'ores-et-déjà été réalisés.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : développement d'un mouvement de désobéissance civile face aux augmentations de prix**

Une partie de la population soudanaise appelle, via les réseaux sociaux, à une journée ville morte à Khartoum le 19 décembre. Le président Omar el-Béchar a prévenu le 12 décembre qu'il prendrait les mesures nécessaires face à des protestations qui pourraient viser à le renverser. En septembre 2013, la répression d'émeutes contre des augmentations de prix par le gouvernement avait fait près de 200 morts dans la capitale soudanaise.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : l'inflation à 1,1 % sur les neuf premiers mois de 2016**

Sur la même période en 2015 l'inflation atteignait 3 %. En moyenne sur les douze derniers mois, elle se situe à 1,2 %. La hausse des prix enregistrée au cours de ces douze derniers mois s'explique en grande partie par le renchérissement des boissons alcoolisées et tabacs (+5,4 %), des restaurants et hôtels (+4,1 %) et des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,7 %).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la Chine premier investisseur sur la période 2010-2015**

Selon le Centre d'analyse et de recherche sur les politiques économiques et sociales, (organisme sous tutelle du ministère camerounais de l'Economie), dans une étude portant sur la démographie des PME, la Chine serait le premier investisseur étranger au Cameroun, devant la France, le Nigéria, le Liban et l'Inde. D'après cette étude, les investisseurs chinois sont fortement concentrés dans les PME, actives dans le commerce.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : interdiction de l'importation de véhicules par les frontières terrestres

Le gouvernement a décidé d'interdire l'importation de véhicules par les frontières terrestres à partir de janvier 2017, une mesure qui concerne tous les véhicules neufs et usagés, devant notamment permettre de contrôler l'afflux de véhicules usagés, populairement appelé *Tokunbo*. Les parties prenantes de l'industrie automobile avaient demandé des réglementations strictes sur l'importation de véhicules, notant que la mauvaise mise en œuvre de la politique automobile introduite en 2013 par l'ancien président Goodluck Jonathan, a réduit le volume de leurs ventes. Alors que les importateurs de voitures neuves paient actuellement 70 % du coût de leurs véhicules en taxes d'importation, les importateurs de voitures *Tokunbo* ne paient que 35 %.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : le gouvernement prévoit l'introduction de nouvelles taxes en 2017

A l'occasion de la présentation du projet de loi de finances 2017, le ministre des Finances des Seychelles, Peter Larose, a annoncé que de nouvelles taxes seraient introduites sur les carburants (+ 0,03 USD / litre), sur les spiritueux (+10 % sur ceux avec une teneur en alcool inférieure à 16 %) et sur les produits à base de tabac (+ 10 %). Le ministre a aussi indiqué qu'une taxe foncière serait appliquée sur les biens immobiliers détenus par les non-seychellois et qu'une augmentation du coût de certains services fournis aux voyageurs étrangers arrivant à l'aéroport international était envisagée. Le budget 2017 de l'archipel devrait s'élever à un montant proche de 600 M USD (37 % du PIB).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : projet de loi sur la propriété foncière

Le gouvernement prépare un projet de loi visant à limiter l'acquisition foncière par des non-tanzaniens à un objectif d'investissement. La durée des baux devrait être réduite à 33 ans pour les investisseurs étrangers, au lieu d'un maximum de 99 ans aujourd'hui. De même les investisseurs candidats à l'acquisition de terrains devront s'inscrire auprès du Centre tanzanien pour les investissements (TIC). Le projet prévoit par ailleurs l'égalité d'accès à la terre pour les femmes, sans toutefois préciser comment sera garanti ce droit.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : la BAD accorde une ligne de crédit de 150 M USD à UBA

Ces fonds doivent être utilisés pour soutenir notamment le secteur électrique, les infrastructures, les entreprises appartenant à des femmes et les PME. La banque UBA a réalisé une bonne performance au cours des 9 premiers mois de l'année, avec des bénéfices avant impôt en hausse de 7 % en g.a., atteignant 61,5 Mds NGN (environ 200 M USD à 305 NGN / 1 USD). UBA est la 3^{ème} en termes d'actifs (2750 Mds NGN à la fin 2015 (environ 9 Mds USD à 305 NGN / 1 USD) avec plus de 700 branches, et possède des filiales à travers le continent africain, dans des pays tels que le Ghana et la Côte d'Ivoire à l'ouest, le Kenya et l'Ouganda à l'est, ainsi que des bureaux à Paris, Londres et New York.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : signatures d'accords avec le Maroc

Le roi du Maroc Mohammed VI, en visite à Abuja, et le Président du Nigéria ont présidé la signature d'un accord dans l'industrie des engrais. Le groupe nigérien Dangote et le marocain OCP devraient mettre en place une plateforme de fabrication d'engrais au Nigéria, ainsi qu'une usine d'acide phosphorique au Maroc, à Jorf Lasfar. Le groupe Dangote a également annoncé sa volonté d'investir 3 Mds USD dans la réalisation du projet de construction d'un pipeline de 540 km qui reliera le delta du Niger et la zone franche industrielle de Lekki, à Lagos. En marge de cette visite, les banques panafricaines Attijariwafa Bank et United Bank for Africa (UBA) ont décidé de coopérer dans le développement de leurs activités sur le continent.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 12,2 Mds EUR de promesses de financements au groupe consultatif de Paris

La table ronde des bailleurs de fonds pour le financement du Plan national pour le développement économique et social (PNDES 2016-2020) s'est tenue à Paris le 7 décembre, en présence du Président du Burkina Faso. Le coût du PNDES est estimé à 23,5 Mds EUR. Environ 12,2 Mds EUR de promesses de financements ont été annoncées par les partenaires financiers du pays, notamment la Banque mondiale qui contribuerait à hauteur de 3,5 Mds USD. L'UE apporterait quant à elle 800 M EUR au minimum. De son côté, la France s'est engagée sur 461 M EUR.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : financement du volet réinsertion du programme DDR (désarmement, démobilisation et réinsertion)

Dans le cadre des accords pour la paix et la réconciliation les autorités maliennes ont organisé le 8 décembre une table ronde avec les bailleurs pour mobiliser le gap de 25 M USD (sur un total de 50 M USD) nécessaires à la mise en œuvre du volet réinsertion du programme (DDR). Cette rencontre a enregistré la présence du Représentant spécial des Nations Unies au Mali, des partenaires techniques et financiers et de la Banque mondiale. La Banque mondiale, à travers l'IDA, a promis une subvention de 15 M USD. L'Etat malien apportera quant à lui 10 M USD. Un financement est également attendu du PNUD à travers le MDTF (*Multi-partner trust fund*).

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : projet de construction d'un port militaire et commercial à N'Diago**

L'entreprise chinoise *Polytechnology* a été retenue par le gouvernement mauritanien pour la construction d'un port militaire et commercial dans la commune de N'Diago, à l'embouchure du fleuve Sénégal à 15 km au nord de Saint-Louis du Sénégal. A terme, la nouvelle infrastructure devrait compter un port militaire à quai accostable, un quai de commerce pouvant accueillir des bateaux de 180 m de long, une base navale, un chantier naval et une zone de débarquement pour la pêche artisanale. Le coût du projet est d'environ 325 M USD, entièrement financé par l'Etat mauritanien.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : prêt de 9,2 M USD de la Banque africaine de développement**

La BAfD vient d'accorder un prêt de 9,2 M USD à la Mauritanie. Ce montant est destiné au financement de la première phase du Programme d'appui aux réformes économiques et à la diversification de l'économie (PAREDE). Celui-ci vise à faire progresser la part des investissements privés, hors industries extractives (de 35,6 % du PIB en 2015 à 38 % en 2017) et à réduire à moins de 20 % les exonérations fiscales.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la BAfD investit 65 M EUR dans l'électrification**

La Banque africaine de développement (BAfD) vient d'annoncer qu'elle soutiendrait à hauteur de 65 M EUR le projet d'électrification rurale, périurbaine et urbaine du Niger (PEPERN). Ce projet vise à accroître le taux d'accès à l'électricité dans le pays, qui était de 14 % en 2012, en renforçant la capacité de production du Niger de 20 MW et en donnant accès à l'électricité dans un premier temps à environ 46 000 ménages (soit environ 331 000 personnes). Le PEPERN permettra également de préparer le futur projet d'électrification d'une centaine de localités rurales, afin d'améliorer à terme l'accès à l'électricité pour environ 60 000 nouveaux ménages nigériens, soit 432 000 personnes.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Ethiopie : accord de 114,5 M USD avec le FIDA pour soutenir l'irrigation à petite échelle**

L'Ethiopie et le Fonds international de développement de l'agriculture (FIDA) ont signé un accord financier d'un montant de 114,5 M USD pour développer l'irrigation à petite échelle dans le pays. Le coût total du programme est estimé à 145,3 M USD, auquel le FIDA participera à travers un prêt de 102 M USD et un don de 12,5 M USD, le reste étant cofinancé par le gouvernement éthiopien à hauteur de 18,7 M USD et par les bénéficiaires du programme pour 12 M USD. Le programme devrait s'achever en 2021 et profiter directement à plus de 100 000 ménages des régions Oromo, Amhara, Tigré et Nations et Peuples du Sud. Depuis 1980, le FIDA a financé 18 programmes en Ethiopie pour un total de 1,374 Md USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : ouverture commerciale du SGR retardée de six mois, désormais prévue en janvier 2018**

Le ministre des Transport Irungu Nyakara a annoncé que la nouvelle ligne de chemin de fer rapide sera terminée en juin 2017 comme initialement prévu, mais que le trafic commercial de passagers et de fret débutera six mois plus tard, à partir de janvier 2018. Il a indiqué que la définition des tarifs aura lieu pendant cette période de six mois. Le SGR permettra de réduire le temps de transport entre Mombasa et Nairobi, de 13 heures environ à 4,5 heures. Il permettra également de réduire le coût du fret à 8 cts USD/t contre 20 cts USD/t aujourd'hui, encourageant ainsi le transport ferroviaire. La première phase du SGR reliant Nairobi à Mombasa est financée par la banque chinoise Exim pour un coût total de 3,8 Mds USD.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : possible administration directe de Nairobi par le gouvernement kenyan**

Un projet de loi pourrait donner à Nairobi le statut de « capitale nationale », lui faisant perdre le statut de comté. Avec ce projet de loi, le Président nommerait directement un responsable ministériel à la tête de la ville, et celle-ci serait administrée par le gouvernement national, faisant disparaître les pouvoirs exécutif (gouverneur) et législatif (assemblée du comté) locaux. Cette réforme ferait transiter les dépenses actuellement supportées par l'État et le comté de Nairobi - 13 Mds KES soit 127,6 M USD, soit 5 % des transferts nationaux aux comtés - par les canaux gouvernementaux plutôt que par l'administration du comté de Nairobi.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : début des travaux portuaires de Lamu**

D'après le secrétaire d'Etat aux Transports, le projet de construction du port de Lamu est en avance sur les prévisions. La construction des bureaux serait achevée et celle des terre-pleins aurait débuté en octobre. Le gouvernement prévoit de dépenser 10 Mds KES (90 M EUR) sur l'exercice budgétaire 2016-2017 pour mettre en place trois mouillages, sur un objectif total de 22. La finalité du port de Lamu et du projet LAPSSSET dont il fait partie est la construction d'un corridor logistique vers le Soudan du Sud et l'Éthiopie via l'est du Kenya. Les incertitudes sécuritaires continuent cependant de faire peser un risque fort sur la finalisation et la mise en place du projet.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : possibilité d'une nouvelle aide de la péninsule arabique**

Après un voyage aux Emirats Arabes Unis du Président Béchir, début décembre, un dirigeant du parti au pouvoir a annoncé que ce pays allait donner 500 M USD au Soudan. Le Soudan, dont la balance des paiements est déficitaire, a besoin d'une aide extérieure pour financer son déficit courant (5,9 % du PIB en 2015), mais les arriérés de paiement sur sa dette publique externe ne lui permettent pas de demander de l'aide auprès des pays membres du Club de Paris.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : construction d'un terminal gazier

La signature du pacte d'actionnaires intervenue à la fin du mois de novembre entérine une décision annoncée par le gouvernement ivoirien le 4 octobre dernier. Le consortium CI-GNL mené par Total (actionnaire à 34 %) sera chargé de développer et opérer un terminal de regazéification de gaz naturel liquéfié, pour une mise en service attendue mi-2018. La Côte d'Ivoire participe à hauteur de 11 % du capital de la nouvelle société par le biais de ses opérateurs pétroliers publics. Ce terminal d'une capacité de 3 millions de tonnes doit permettre à la Côte d'Ivoire, dont les besoins en énergie croissent de 10 % chaque année, de couvrir la demande domestique et régionale.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

▼ Cameroun : l'aide au développement des Nations Unies atteindra 408 Mds FCFA sur la période 2018-2020

Le nouvel accord portant plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement a été signé le 9 décembre entre le ministre de l'Economie, Louis Paul Motazé, et Najat Rochdi, coordonnatrice du système des Nations Unies au Cameroun. Le financement de ce plan ne serait qu'à moitié bouclé. Les Nations Unies mettront une emphase sur la période 2018-2020 sur la réduction de l'extrême pauvreté en relation avec la situation des populations déplacées et des réfugiés dans le Nord et l'Est du pays.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : signature de deux accords de financement d'un montant global de 190 M USD avec la Banque mondiale

Les deux accords de financement portent sur la mise en œuvre de deux projets dans les domaines du développement urbain et de l'éducation. Le premier accord d'un montant de 120 M USD, cofinancé à hauteur de 40 M USD par le Congo et 80 M USD par la BM, porte sur la restructuration de quatre quartiers précaires de Brazzaville et Pointe-Noire et sur le renforcement des capacités de gestion des agents municipaux. Le second accord, d'un montant de 70 M USD, cofinancé à hauteur de 40 M USD par le Congo et 30 M USD par la BM, porte sur l'amélioration du système éducatif national, à savoir les cycles primaire et supérieur.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : le secteur agricole toujours en récession au 3^{ème} trimestre 2016

Alors que l'économie sud-africaine est quasi stable, avec une croissance de 0,2 % au 3^{ème} trimestre 2016 en rythme trimestriel annualisé, le secteur agricole connaît son 7^{ème} trimestre consécutif de baisse avec une diminution de l'activité de -0,3 %, selon les données préliminaires du Département des statistiques. Le secteur agricole reste fortement pénalisé par la sécheresse qui a entraîné un recul de 25 % de la production de céréales entre 2015 et 2016. La baisse de la production horticole au 3^{ème} trimestre a pesé négativement sur le secteur. Le secteur devrait renouer avec la croissance début 2017 sous réserve d'un retour à la normale du régime de précipitation après deux années de sécheresse.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le prix du café payé au producteur fixé à 750 FCFA le kilo pour la campagne 2016-2017

Le prix du kilogramme de café payé au producteur a été fixé à 750 FCFA pour la campagne 2016-2017, contre 670 FCFA lors de la campagne précédente, a annoncé le Conseil des ministres du 7 décembre 2016. Le gouvernement a demandé au conseil café-cacao de prendre les dispositions pour le respect strict de ce prix, et aux autorités préfectorales et aux forces de défense et de sécurité de « veiller à la sécurisation des frontières pour empêcher la sortie illicite de ce produit. La Côte d'Ivoire a produit 127 000 tonnes de café lors de la campagne 2014-2015, représentant 2 % de la production mondiale et positionnant le pays au troisième rang africain et au quinzième rang mondial.

✉ manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : nouvelle politique de prêts en faveur des investisseurs étrangers dans le secteur de l'horticulture

La banque publique *Development Bank of Ethiopia* (DBE) a redéfini sa politique de prêts en faveur des investisseurs étrangers du secteur de l'horticulture. Ceux-ci devront apporter 25 % du montant pour obtenir le financement des 75 % restants, contre 50 % auparavant. La DBE avait déjà assoupli ses conditions de financement pour les entreprises locales il y a un an, introduisant deux taux distincts : 50/50 pour les sociétés étrangères et 75/25 pour les entreprises locales, contre un taux unique de 70/30 auparavant. Cette nouvelle décision vise à préserver l'attractivité économique du secteur, important pourvoyeur d'emplois, et qui a rapporté 275 M USD en 2015/16 (0,4 % du PIB).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : Les agences de notations Fitch et Moody's réaffirment les notations d'Eskom

L'agence de notation Moody's a réaffirmé ses notations du fournisseur national d'électricité Eskom, soit BA1 à moyen-terme (un cran en dessous de la catégorie spéculative) et A2 sur l'échelle nationale (assorties d'une perspective négative). En parallèle, si Fitch a également confirmé sa notation à long terme et en monnaie locale (BBB- ; à un cran au-dessus de catégorie spéculative), l'agence a révisé sa perspective de stable à négative. Les agences s'inquiètent notamment de l'incertitude qui entoure le prolongement de l'accord cadre gouvernemental de 350 Mds ZAR qui expire en mars 2017.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : signature de quatre MoU avec la Russie pour développer l'énergie nucléaire

Suite à une directive du président Edgar Lungu visant à développer l'énergie nucléaire, la Zambie et la Russie ont signé quatre protocoles d'accord (MoU). L'accord implique qu'en 15 ans, la Russie aidera la Zambie à former de jeunes ingénieurs en énergie nucléaire, à planifier le personnel des centrales nucléaires, à mettre sur pied un régulateur de l'énergie nucléaire et à construire une centrale nucléaire qui fournira des médicaments, des services agricoles et de l'énergie. Le développement de la science nucléaire aurait également pour objectif de stopper les délestages et d'améliorer le traitement du cancer dans la région.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la compagnie minière canadienne Thor Explorations se développe

La compagnie minière Thor Explorations (Canada), a effectué une levée de fonds d'un montant de 1,884 M USD pour poursuivre ses activités d'exploration et développement de *Segilola Gold Project*. La société indiquait en ligne, à l'été, s'intéresser au site, à 120kms au nord-est de Lagos dans l'Etat d'Osun. *Segilola Resources Operating* a été acquise auprès de *Tropical Mines* et *Delano Gold Mining Industries*. Il contiendrait 521 814 onces d'or comprise dans 3 620 386 tonnes à une teneur de 4,5 g/t et 96 445 onces contenu dans 747 590 tonnes à une teneur de 4 g/t.

📧 pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Sénégal : un projet minier au sud-est devrait entrer en production en 2018

A Makabingui, la société *WATIC-Bassari Ressources* vient d'obtenir un permis de cinq ans renouvelable et trois ans d'exemptions fiscales, sauf pour la redevance minière (5 % du CA) et les contributions à la formation dans le secteur minier (150 000 USD/an) et au développement social de la région (0,5 % du CA). Conformément au code minier, l'Etat recevra 10 % d'actions gratuites dans la société d'exploitation à créer, laquelle remboursera à Bassari les dépenses déjà engagées. L'entrée en production est prévue en 2018 comme le projet Petowal de Toro Gold. Le gisement recèle 1 M d'onces d'or contenues dans 11,9 Mt de minerais d'une teneur moyenne en or de 2,6 g/t (336 000 onces indiquées).

📧 kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : nouveau record en matière de génération d'électricité**

Le Kenya a généré au cours du mois d'octobre 2016, 856 M KWh d'électricité, un niveau jamais atteint jusqu'alors. Cette performance a été rendue possible grâce aux centrales géothermiques qui y ont contribué à hauteur de 363,93 M KWh, hydroélectriques à 356,88 M KWh et thermiques à 135,21 M KWh. La production mensuelle d'énergie dans le pays était jusqu'alors de 820 M KWh en moyenne depuis le début de l'année. Cette augmentation de la production s'est faite concomitamment à une augmentation de la consommation nationale qui a atteint 735 M KWh au cours du mois d'octobre.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : signature d'un contrat énergétique avec l'opérateur national algérien**

L'opérateur national algérien pour le gaz et l'électricité, Sonelgaz, a signé le 4 décembre un contrat avec la société soudanaise Al Salma, portant sur la mise en place en 2017 : 1) d'une centrale de production électrique d'une capacité de 4 MW, afin d'alimenter des pivots d'irrigation pour un montant de 2,5 M USD; 2) de 500 petites unités de production d'électricité solaire à des fins d'irrigation (50 techniciens seront envoyés au Soudan à cet effet) ; 3) la construction d'une centrale électrique à gaz de 480 MW, dans la ville de Fola (province du Kordofan occidental). Il s'agit du premier contrat hors de l'Algérie pour Sonelgaz.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la production pétrolière atteint 28,63 millions de barils entre janvier et octobre 2016**

Selon la Société nationale des hydrocarbures (SNH), le repli des cours du pétrole brut a entraîné la réduction des investissements dans les activités d'exploration et de production. Une situation qui aurait entraîné une baisse des quantités de pétrole vendues de 5,22 % en glissement annuel, à 16,8 M de barils à fin octobre 2016. La production gazière se contracte de 9,35 % à 290,25 M m³ à fin octobre, en relation avec la baisse de la consommation de la centrale thermique à gaz de Kribi. La redevance de la SNH à l'Etat sur les ventes de produits pétroliers se situe sur les dix premiers mois à 266 Mds FCFA, avec une prévision annuelle à 247,2 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : le secteur pétrolier augure de bonnes perspectives**

Le ministre des Hydrocarbures a annoncé, au cours d'une table ronde organisée le 8 décembre à Brazzaville, que le secteur pétrolier congolais présage de bonnes perspectives, avec une augmentation de la production pétrolière nationale qui pourrait atteindre 300 000 barils par jour en 2018, le pays produisant actuellement 250 000 barils par jour. L'année 2017 serait ainsi une année charnière, notamment grâce à l'entrée en production, au 1^{er} ou 2^{ème} trimestre, du champ Moho Nord opéré par le groupement Total E&P Congo, Chevron et la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC). Moho Nord pourrait produire jusqu'à 140 000 barils par jour.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : le secteur des hydrocarbures en mauvaise passe

D'après les statistiques de la Direction générale de l'économie et de la politique fiscale, la production pétrolière au Gabon a très légèrement diminué au premier semestre 2016 (-0,2 %) en raison de difficultés techniques et de l'arrivée à maturité des champs. Malgré une hausse des exportations de 1,4 %, les recettes accusent une très forte chute (-58 % fin juin 2016), le prix moyen du baril ayant aussi chuté de 32,8%. Pour rappel, la production pétrolière représentait environ 40 % du PIB, et 85 % des exportations du Gabon en 2014.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : inauguration de la première ferme éolienne installée par le groupe français Quadran

Le groupe français Quadran, spécialisé dans le secteur des énergies renouvelables, a inauguré le 12 décembre, une ferme éolienne de 9,35 MW (11 turbines) installée à Plaine-des-Roches, dans le nord-est de l'île. Il s'agit de la première centrale de ce type à Maurice, alors que le gouvernement s'est engagé à atteindre un taux de 35 % d'énergie renouvelable dans son mix énergétique d'ici 2025. L'électricité sera revendue au CEB, l'organisme public de l'électricité, dans le cadre d'un accord conclu sur une durée de 20 ans. Quadran envisage d'investir à Maurice dans d'autres projets de production d'électricité verte, notamment l'éolien et le photovoltaïque.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Afrique du Sud : le constructeur automobile français Citroën se retire du marché sud-africain

Après Daihatsu, Dodge et Chrysler, le constructeur automobile français Citroën se retire à son tour du marché sud-africain et n'importera plus de véhicules dans le pays en raison de conditions commerciales difficiles. Sur l'année en cours, les voitures de la marque ne se sont écoulées qu'à 440 exemplaires contre 10 000 pour son concurrent japonais Toyota au mois de novembre. Le groupe PSA envisage néanmoins de ramener la marque dans le pays d'ici deux à trois ans, une fois la marque Peugeot relancée (5 nouveaux modèles prévus au cours des 18 prochains mois). Le groupe dispose d'un parc intérieur de 60 000 véhicules dont 45 000 Peugeot, répartis au sein de 26 concessionnaires PSA.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le gouvernement achète 21 avions de combat

Le Président Buhari a signé un accord avec le Pakistan pour la livraison de 21 appareils pour les forces armées nigérianes (4 hélicoptères armés, 4 hélicoptères de transport moyens, 3 avions de chasse et 10 appareils d'entraînement), qui doivent être livrés d'ici le 1^{er} trimestre 2017. C'est la 1^{ère} fois depuis 1980 que la flotte aérienne de combat nigériane atteint un tel nombre. Les recrutements dans l'Armée de l'Air ont également augmenté, passant de 1 000 à 4000 emplois chaque année depuis 1980. Le Pakistan a également fourni des pilotes, des ingénieurs et du personnel de maintenance, au titre de leur contribution à la lutte contre le terrorisme dans le pays.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : Colas retenu dans un appel d'offres dans le secteur du BTP minier**

Colas a été retenu dans le cadre de l'appel d'offres relatif au projet de bauxite porté par *Guinea Alumina Corporate* (GAC, filiale d'*Emirates Global Aluminium*). L'entreprise réalisera la plateforme de stockage de la bauxite dans le port minéralier de GAC, elle construira une retenue d'eau d'une capacité de 230 000 m³ sur le site minier. Colas fera l'extension et le branchement de la voie ferrée et construira cinq ponts, dont trois sur le site minier et deux sur le site du port. Tous ces travaux devront être réalisés dans un délai contractuel de 18 mois et pour un coût total de 140 MUSD.

✉ lognara.traoré@dgtresor.gouv.fr

▼ **Services**

▼ **Mozambique : désactivation de 5 millions de cartes SIM non identifiées**

Afin de lutter contre la passivité des abonnés mobiles et pour des raisons de sécurité, l'ICNM a laissé aux clients de M-Cel, Vodacom et Movitel jusqu'au 30 novembre pour identifier leur carte SIM. Ce délai étant passé, l'ICNM a décidé de sévir et a demandé aux trois opérateurs de désactiver 5,7 millions de carte SIM. Selon Massingue Apala, le porte-parole de l'INCM, l'objectif derrière ces blocages est de promouvoir un usage responsable du mobile. Il faut rappeler que le contrôle des identités de propriétaires de numéro de portable est un enjeu dans tous les pays frappés par l'insécurité.

✉ blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : rachat de Smit Amandla Marine**

La compagnie sud-africaine African Marine Solutions Group (Amsol) a acheté Smit Amandla Marine, spécialiste des solutions maritimes et filiale de la firme néerlandaise Royal Boskalis Westminster, pour 50 M EUR. Amsol est piloté par un consortium regroupant Smit Amandla Marine, Mineworkers Investment Company (MIC), Pan-African Capital Holdings et RMB Ventures.

✉ eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : Life Healthcare annonce le rachat d'Alliance Medical**

Life Healthcare, 2^{ème} groupe hospitalier d'Afrique du Sud, a annoncé l'acquisition du britannique Alliance Medical, spécialiste de l'imagerie moléculaire et de diagnostic. Après la Pologne et l'Inde, ce rachat négocié autour de 995 M USD (environ 939 M EUR) permettra au groupe d'augmenter la part des revenus réalisés à l'étranger de 4 % à 24 %.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

▼ **Côte d'Ivoire : la filiale de BNP Paribas a enregistré un résultat net en hausse de 27 % au premier semestre 2016**

La filiale ivoirienne de BNP Paribas (BICICI) a enregistré au premier semestre 2016 un produit net bancaire de 32 M EUR, soit une hausse de 12,4 % par rapport au premier semestre 2015. Ce résultat est en partie dû à l'augmentation de la valeur ajoutée sur capitaux (+14,4 %) et des commissions nettes (+9,3 %). Les crédits ont augmenté de 5 % et les dépôts de 11 %. Le résultat net de la banque est ressorti à 9 M EUR, enregistrant une hausse de 27 %.

✉ saint-Jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : montée de la Qatar national bank au capital du groupe Ecobank**

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) fait état d'une augmentation de la participation à son capital de la *Qatar national Bank* (QNB), par conversion de ses actions préférentielles en actions ordinaires. QNB est le deuxième actionnaire du groupe bancaire panafricain avec une participation qui atteint désormais 20 %, derrière le groupe sud-africain Nedbank.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : augmentation des actifs et baisse sensible des profits pour les banques commerciales**

Selon le dernier rapport publié par la banque centrale de Maurice (*Bank of Mauritius*), les 23 banques commerciales du pays ont enregistré une augmentation de 2,1 % de leurs actifs au cours de l'année financière 2015/2016, pour atteindre un montant de 1 208 Mds MUR (30 Mds EUR). Dans le même temps, les profits totaux de ces banques se sont élevés à 11,3 Mds MUR (282 M EUR), contre 13,3 Mds MUR (332 M EUR) au cours de l'exercice précédent, soit une baisse de 15 %. Par ailleurs, fin juin 2016, les créances douteuses représentaient 7,1 % des crédits totaux accordés par les banques commerciales, contre 5 % au cours de l'année précédente.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : lancement officiel du second opérateur télécom Telco**

A l'occasion d'une cérémonie officielle le 9 décembre 2016, l'opérateur télécom malgache Telma a lancé officiellement ses activités en Union des Comores. L'arrivée de ce second opérateur, qui rompt avec le monopole historique de Comores Telecom, apporte un signal positif pour l'économie comorienne, en termes d'investissement, de création d'emplois et de développement de l'économie numérique. Dans le cadre de l'ouverture du marché des télécommunications, le consortium Telco (opérateur malgache Telma et NJJ Capital – fonds d'investissement de M. Xavier Niel) avait été retenu par les autorités comoriennes pour l'acquisition d'une licence globale en octobre 2015.

✉ leo.gaborit@afd.fr

▼ **Tanzanie : introduction au DSE des sociétés de télécommunications**

Les sociétés de télécommunications actives en Tanzanie se préparent à introduire une part de leur capital au *Dar es Salaam Stock Exchange* (DSE). Le *Finance Act 2016* impose l'émission sur les marchés d'au moins 25 % de leurs actions avant le 31 décembre 2016. L'introduction en bourse des huit opérateurs enregistrés (dont les trois leaders Vodacom, Airtel et Tigo) soulève les doutes des analystes quant à la capacité de la plateforme boursière tanzanienne d'absorber un tel volume d'actions. La capitalisation boursière totale de DSE est d'environ 8,3 Mds EUR et ces introductions pourraient représenter entre 1,5 et 2,5 Mds EUR supplémentaires. Sur l'année 2016, le volume des transactions sur DSE ne devrait pas dépasser 1 Md EUR.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Mali : lancement officiel du forum « Investir au Mali 2017 »

Cet évènement, lancé le 6 décembre 2016 à l'hôtel Salam, a été organisé par le ministère de la Promotion de l'investissement et du Secteur privé en partenariat avec l'agence de promotion de l'investissement (API- Mali) et la Banque mondiale à travers un appui de l'USAID. Le forum se tiendra en septembre 2017.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : visite en France d'une délégation consacrée à l'aquaculture et à l'agroalimentaire

Des représentants du département de l'Agriculture, de la Forêt et de la Pêche et du département du Commerce et de l'Industrie se sont rendus en France du 16 au 20 novembre pour une mission consacrée à l'aquaculture et à l'agroalimentaire. Sur le volet aquaculture, avec l'appui de *FranceAgriMer*, la délégation a eu des entretiens avec des organisations professionnelles du secteur sur Paris, puis s'est rendue à Boulogne sur Mer pour rencontrer le pôle de compétitivité *Aquimer*, l'*IFREMER*, l'*ANSES* et des opérateurs privés. Sur le volet agroalimentaire, la délégation a eu des entretiens avec 7 entreprises agroalimentaires françaises intéressées pour développer leurs activités en Afrique du Sud.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : visite d'une délégation chinoise à Djibouti

Lors de la semaine du 21 au 27 novembre 2016, une délégation chinoise de haut niveau, la plus importante depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1979, était à Djibouti pour consolider des partenariats économiques dans les secteurs du transport et de la finance, et dans la défense avec Djibouti. Cette visite confirme l'importance stratégique pour la Chine des opportunités économiques que présente Djibouti sur le plan national comme régional.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : table-ronde sur le financement des entreprises

Le 1^{er} décembre 2016, l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat (UCCIA) et l'Ambassade de France ont organisé conjointement une table-ronde sur le financement des entreprises. L'objectif était de proposer un espace de réflexion et d'échanges, regroupant des invités représentant l'Etat, le secteur des banques et des entreprises ainsi que les partenaires techniques et financiers, afin de consolider la scène économique comorienne et débattre des mécanismes financiers déployés ainsi que des mécanismes émergents. Il s'agit du premier évènement d'une série que souhaite impulser l'UCCIA afin de démocratiser les questions relatives au développement du secteur privé en Union des Comores.

✉ gaboritl@afd.fr

▼ Madagascar : assemblée générale des maires de l’océan Indien

L’assemblée générale des villes et collectivités de l’océan Indien s’est tenue à Antananarivo du 5 au 8 décembre 2016. Ces assises ont réuni les maires de l’île Maurice, des Seychelles, des Comores, de La Réunion et de Mayotte, ainsi que les maires des grandes villes de Madagascar. Cette organisation a été appuyée techniquement et financièrement par l’Association des Villes et Collectivités de l’océan Indien (AVCOI), l’association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et l’Union européenne pour faciliter la réalisation de projets, l’échange de pratiques et de connaissances, en fournissant une tribune internationale aux villes francophones.

✉ erik.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo a officiellement lancé ses Objectifs de développement durable

Le Congo, avec l’appui du Système des Nations unies, a lancé le 12 décembre à Brazzaville, ses Objectifs de développement durable (ODD). La ministre du Plan, qui a la tutelle de la mise en œuvre de ce programme, en a saisi l’occasion pour sensibiliser l’audience, notamment les partenaires au développement, sur les 17 nouveaux ODD qui consistent entre autres à lutter contre la pauvreté, améliorer la santé et l’éducation et lutter contre le changement climatique. Le Premier ministre congolais, qui a présidé la cérémonie, promet de mettre en œuvre une politique nationale cohérente pour améliorer les "résultats mitigés".

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

